

**Mouvement homosexuel et modernisation technocratique :  
l'exemple des services sociaux spécialisés pour les  
homosexuels**

**Social movement and technocratic modernization**

**Movimiento homosexual y modernización tecnocrática**

Gilbert Renaud

Numéro 7 (47), printemps 1982

Travailler le social

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035020ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035020ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Renaud, G. (1982). Mouvement homosexuel et modernisation technocratique : l'exemple des services sociaux spécialisés pour les homosexuels. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (7), 136–140. <https://doi.org/10.7202/1035020ar>

Résumé de l'article

Si la mise sur pied dans un Centre de services sociaux d'un programme adapté aux besoins des homosexuels marque une étape vers la fin de l'oppression de ces derniers dans les services psychosociaux, il faut se garder de l'associer trop rapidement au projet de libération qui anime le mouvement homosexuel. On risquerait de confondre libération et modernisation.

De l'utopie de départ qui visait une réappropriation par la communauté de sa propre gestion et une véritable emprise sur les services dont elle avait besoin, on a abouti à une institutionnalisation et à un élargissement du marché professionnel des services psychologiques.

Les homosexuels doivent maintenant se fondre dans la masse de ceux qui luttent contre la domination des appareils. Ils sortent des coulisses pour devenir des acteurs sociaux.

# Mouvement homosexuel et modernisation technocratique : l'exemple des services sociaux spécialisés pour les homosexuels

Gilbert Renaud

## *Une modernisation institutionnelle*

La mise sur pied par le Centre de services sociaux du Montréal métropolitain (C.S.S.M.M.) d'un programme destiné à développer des pratiques non-discriminatoires et adaptées aux besoins des homosexuels marque une nouvelle étape vers la fin de l'oppression telle qu'elle s'est traditionnellement manifestée à l'égard des homosexuels dans les services psychosociaux. C'est pourquoi il y a lieu de se réjouir du résultat obtenu grâce à la mobilisation de l'Association pour les droits de la communauté gaie du Québec (A.D.G.Q.) qui a exercé une forte pression sur le C.S.S.M.M. afin qu'il consente à ouvrir un tel programme. Ce faisant, ce dernier acceptait de revoir sa pratique et de mettre un terme à la pratique traditionnelle toute imprégnée du vieux schéma psychiatrique de guérison et de culpabilisation de l'homosexuel. Somme toute, on ne peut que souscrire à un tel projet dont l'objectif doit assurer aux homosexuels traités par l'institution le respect de leur orientation sexuelle. Il vaut certes mieux avoir affaire à une organisation qui se soucie de développer une attitude positive à l'égard de l'homosexualité plutôt que d'être soumis à une intervention répressive et moralisatrice.

Toutefois, il serait naïf de prétendre qu'un tel résultat relève uniquement de la mobilisation de la communauté gaie. En effet, la demande des militants homosexuels a dû trouver preneur au sein de l'institution, sans quoi elles serait restée sans réponse. Il a fallu qu'au moins

un autre acteur intervienne pour que soit enclenché le processus de mise en place de ce programme. Ainsi pointe l'action conjuguée de deux groupes : la mobilisation de la communauté homosexuelle par l'intermédiaire de l'A.D.G.Q. d'une part, et d'autre part, la présence au sein de l'institution d'administrateurs intéressés par le développement de ce programme. Cependant, les intérêts et objectifs de ces deux groupes ne concordent pas nécessairement et c'est pourquoi il convient de s'interroger sur la portée sociale exacte de cet événement.

Si la décision du C.S.S.M.M. traduit une ouverture importante pour les homosexuels, il faut, par ailleurs, se garder de l'associer trop rapidement au projet de libération qui anime le mouvement homosexuel, même si ce projet reste encore mal défini. On risquerait peut-être alors de confondre modernisation et libération. Car cette transformation ne représente qu'une adaptation institutionnelle faisant suite à l'émergence d'un mouvement qui refuse et lutte contre la répression et la culpabilisation sociales renforcées par le dispositif psychiatrique traditionnel. Il était, bien sûr, grand temps qu'une organisation publique de services sociaux conforme sa pratique à la Charte québécoise des droits de la personne qui interdit toute forme de discrimination basée sur l'orientation sexuelle. Mais en s'y conformant, le C.S.S.M.M. n'a fait que reconnaître le droit des homosexuels à recevoir des services spécifiques et adaptés à leurs besoins et c'est en ce sens qu'on doit d'abord parler de modernisation. Celle-ci amène une reconnais-

sance qui, si importante soit-elle, ne fait que traduire l'instauration d'un nouveau rapport entre les homosexuels et l'institution. Tant que celle-ci refusait aux homosexuels le droit à une aide appropriée, le rapport était négatif et il y avait rupture entre les deux groupes. À présent, un nouveau rapport s'est établi sans que l'on puisse établir en faveur de qui il joue.

Nous sommes ainsi confrontés à une nouvelle interrogation : s'il est bien vrai que la décision du C.S.S.M.M. marque la fin d'un type d'oppression et constitue une modernisation, porte-t-elle pour autant atteinte à la domination sociale ou n'introduit-elle pas plutôt un nouveau groupe social dans le champ de cette domination ? Si tel est le cas, on est loin de la libération, surtout si le pouvoir devait continuer à se déplacer vers l'organisation des services sociaux.

### *Une professionnalisation de l'expérience communautaire*

Jusqu'à maintenant, il a été fait mention de la mobilisation homosexuelle et des administrations modernisatrices intéressées par la prise en charge d'un nouveau secteur de la population, mais il existe aussi un autre acteur qui joue un rôle important dans l'élaboration de services adaptés aux besoins des homosexuels : il s'agit des professionnels de l'univers psycho-social. La modernisation de leur pratique et de leur discours compte pour beaucoup dans la transformation des services. On les retrouve bien souvent aux premiers rangs de la ligne de feu qui élabore une critique vigoureuse de la psychiatrie et de la psychothérapie traditionnelles. Ils se présentent comme de puissants adversaires de tout ce qui pourrait se rapprocher du contrôle social et ils peuvent ainsi masquer leur rôle dans la domination qu'ils contribuent pourtant à fonder. Cela tient en partie au fait que l'on confond trop facilement contrôle et domination sociale. Pour comprendre leur rôle dans la mise en place d'un nouveau dispositif de traitement de l'homosexualité, il nous faut retourner aux sources américaines du mouvement homosexuel québécois.

Si l'émeute de Stonewall a valeur de symbole dans le mouvement homosexuel américain, ce dernier s'enracine aussi dans le mouvement de contre-culture qui traverse alors la société américaine. Celle-ci est profondément ébranlée par le choc que lui font subir les assauts de mouvements qui vont des minorités raciales

aux femmes en passant par les jeunes. Le mouvement homosexuel s'inscrit dans la foulée de cet ensemble hétérogène qui perturbe l'ordre social et en réclame la transformation.

Dans ce remous qui travaille la société américaine des années 60, une formidable prise de conscience s'opère : les institutions traditionnelles sont incapables de gérer efficacement toute une série de nouvelles populations qui présentent des risques élevés de perturbation sociale. Jusqu'à cette époque, le dispositif américain de traitement des problèmes sociaux s'enracine surtout dans la psychiatrie traditionnelle et il fonctionne encore largement sur le modèle de la répression et de l'enfermement destinés à gérer la franche pathologie et la criminalité déclarée. Mais la société moderne produit toute une série de « troubles » nouveaux face auxquels le lourd dispositif psychiatrique s'avère totalement impuissant.

De façon brutale, les mouvements sociaux mettent en lumière la faiblesse énorme du dispositif de régulation sociale. Car il devient, en effet, impossible de pathologiser le comportement de toutes ces femmes en lutte à partir du discours psychanalytique mâle dont les fondements idéologiques et sociaux sont brillamment révélés. Impossible aussi d'endiguer le flot montant de la révolte noire à partir du seul dispositif répressif. Impossible de mettre à l'écart cette jeunesse mouvante qui découvre la sexualité en même temps qu'elle plonge dans les vertus libératrices de la drogue. Impossible encore d'appliquer les électrochocs à l'ensemble de cette communauté homosexuelle en train de se former. Mais impossible aussi de laisser aller le corps social à sa complète désorganisation.

Dès lors, s'amorce le travail d'une société qui cherche à se réorganiser en vue de s'assurer un meilleur fonctionnement. Au terme de ce travail dans lequel vont fusionner des groupes aux intérêts divergents, un nouveau mécanisme sera créé. Désormais la société américaine disposera d'une panoplie d'institutions et de techniques nouvelles capables d'assurer aux classes dirigeantes une emprise plus complète sur l'ensemble du corps social.

Encore une fois, c'est une oeuvre de modernisation qui s'opère. Elle met à contribution toute une série d'acteurs qui comprennent, entre autres, l'administration fédérale, des professionnels dynamiques souvent marginalisés au sein de leur propre groupe et des communautés à la recherche de services plus appropriés à leurs

besoins. Durant les années 60 et jusqu'au début des années 70 vont foisonner l'expérimentation et l'élaboration d'alternatives aux pratiques traditionnelles de la santé mentale. C'est ainsi que de nouvelles institutions sont créées (centre communautaires, entre autres) et que s'élaborent de nouvelles techniques susceptibles d'accroître l'efficacité de la prise en charge de nouveaux secteurs de la population : thérapies féministes, homosexuelles, familiales et sexuelles, analyse transactionnelle, cri primal, bioénergie, gestalttherapy, autant d'approches qui se développent considérablement alors et qui viennent assurer un renouvellement salutaire du dispositif « psy ».

Ce qu'il importe de souligner ici, c'est que ce mouvement s'enracinait dans une perspective communautaire visant la désinstitutionnalisation et la déprofessionnalisation des services. L'utopie de départ visait une réappropriation par la communauté de sa propre gestion. Lutte politique et pratiques nouvelles se confondaient souvent dans la recherche de mécanismes qui assurent à la communauté une véritable emprise sur les services dont elle avait besoin. Dans ce contexte, le pouvoir professionnel et son support institutionnel étaient durement mis à l'épreuve. Or, comme l'ont démontré les Castel et Lovell<sup>1</sup>, le résultat final de toute cette agitation aboutit à une nouvelle institutionnalisation et à une reprofessionnalisation des services. Entre le point de départ et le point d'arrivée, la classe dirigeante a dressé son bilan : en même temps qu'elle a pris conscience des possibilités de prise en charge et de régulation offertes par le nouveau dispositif psy, elle s'est efforcée d'assurer sa domination. Pour ce faire, elle s'appuiera largement sur ces professionnels modernes qui, luttant contre l'archaïsme du discours psychiatrique, ont puisé dans les ressources communautaires des techniques nouvelles, plus souples et mieux adaptées aux populations à gérer.

Au Québec, la même trajectoire modulée par un contexte social et national spécifique conduit à la réforme des services socio-sanitaires qui s'élabore à partir des années 60. Administrateurs modernes, professionnels nouveaux et comités de citoyens fusionnent, pour produire à travers leurs affrontements, un nouveau modèle de gestion des populations.

Le mouvement homosexuel n'échappe pas à cette logique. En même temps que surgit l'émeute, s'amorce aussi l'organisation. Aux États-Unis, des *gay services centers* se forment et mobilisent l'action de plusieurs

bénévoles. Des circuits téléphoniques se mettent en place. Non-professionnels et professionnels se lient pour développer des services nouveaux et consolider l'action politique. Mais, on l'aura peut-être deviné, au fur et à mesure que les services se développeront, la tension se fera plus vive entre ceux qui refusent la médicalisation (même lorsqu'il s'agit de thérapies homosexuelles) et proclament la primauté de l'action politique et ceux qui penchent au contraire vers le renforcement des techniques de support censées déboucher sur l'engagement politique. Perpétuel dilemme qui oppose déprofessionnalisation et professionnalisation, pouvoir communautaire à concrétiser et réel pouvoir professionnel.

Tout comme dans l'ensemble des autres champs d'innovation, le discours professionnel s'impose de plus en plus. Certes les pratiques se sont transformées et dans le cas de l'homosexualité, un nombre croissant de thérapeutes interviennent maintenant pour renforcer l'acceptation de l'orientation sexuelle, développer la confiance en soi, favoriser l'épanouissement de l'homosexuel et même susciter éventuellement une prise de conscience politique. Un tel résultat n'est pas négligeable, mais contrairement au projet communautaire initial, il se fonde à nouveau sur l'application par un personnel compétent de techniques spécialisées. Alors que la recherche d'alternatives visant à dépathologiser l'homosexualité s'appuyait sur une large déprofessionnalisation des services et sur la mobilisation des ressources communautaires, on aboutit à la création d'un nouveau thérapeute chargé maintenant de dépathologiser ce que le discours psychiatrique a antérieurement pathologisé. Les termes de la thérapie sont changés, mais le schéma est conservé.

Cependant, à la différence de leurs ancêtres, ces nouveaux professionnels ont puisé leur enseignement dans l'utopie créatrice de la communauté et leur légitimité se fonde précisément sur cette expérience. À nouveau, l'histoire a renversé les termes. Car dans l'idéologie communautaire, les services professionnels ne devaient être qu'un support le plus minime possible à l'action de création et de mobilisation de la communauté en vue d'agir sur une transformation de la société. Ce qui était d'abord visé, c'était le fonctionnement social, seul véritable responsable de l'oppression homosexuelle ; la stratégie pour parvenir à la libération consistait donc à mobiliser la communauté dans une action sociale de transformation et les moyens mis en oeuvre devaient être

principalement constitués de services non-professionnels étant donné que le schéma médico-psychiatrique servait de caution scientifique à l'idéologie et à la pratique dominantes. Avec le développement de services professionnels, on arrive exactement à la situation inverse : la communauté devient un support et une légitimation pour les services professionnels. De Stonewall au C.S.S.M.M., il y a une différence énorme : d'un côté, la colère chargée d'un désir libérateur fonde l'utopie de la puissance créatrice de la communauté, de l'autre, le pouvoir professionnel s'adjoint un comité « consultatif » de la communauté. À la limite, l'action sociale est invalidée, parce que les chemins de l'épanouissement passent désormais par le déploiement de techniques sophistiquées gérées par des spécialistes du bien-être.

Mon intention n'est pas ici de remettre en question ces professionnels souvent bien intentionnés et soucieux de mieux répondre aux besoins de leur « clientèle » homosexuelle, mais je voudrais plutôt souligner simplement que la montée du mouvement homosexuel et la professionnalisation qui l'accompagne ont comme effet d'élargir le marché des services psychologiques. Car, au bout du compte, c'est aussi de cela qu'il s'agit pour tous ces professionnels qui, à la suite des premiers militants gais, s'ajustent aux nouvelles lois du marché en offrant un produit mieux adapté à la clientèle qui se présente. Le groupe initial des thérapeutes liés au mouvement est maintenant largement débordé et il est grand temps de prendre conscience que s'est ouvert un nouveau marché sur lequel affluent une offre et une demande nouvelles. À cet égard, le succès remporté à Montréal par l'organisation d'un symposium annuel sur l'homosexualité est fort révélateur. Depuis deux ans, y participe un nombre impressionnant de professionnels soucieux de connaître davantage le « milieu homosexuel » et d'y adapter leurs interventions. Si l'organisation du symposium relève de professionnels militants, le public lui se compose de professionnels « honorables et sérieux » prêts à se mettre au goût du jour.

Le même phénomène s'observe d'ailleurs par rapport au mouvement des femmes. Dans les deux cas, le mouvement entraîne une remise en question des pratiques sociales et suscite une modernisation qui conduit à l'élargissement du marché professionnel. Qu'on nous comprenne bien, un tel résultat n'est pas négatif en soi. L'homosexuel traité peut maintenant aspirer à l'épanouissement, plutôt que de devoir subir la torture de

l'impossible guérison. Mais un tel constat ne modifie pas les règles du marché. Cette notion peut choquer, mais pour peu que l'on se décante de la rhétorique professionnelle du service, on ne peut que constater la situation similaire qui existe entre le commerçant et le professionnel. Aujourd'hui, notre consommation ne se limite plus seulement aux biens matériels, elle englobe également des services divers au sein desquels se rangent les services psychologiques. Et tout comme l'homosexuel fait son entrée dans la publicité<sup>2</sup>, il est aussi invité à pénétrer dans le cabinet des professionnels de l'épanouissement. À l'instar du commerçant qui renouvelle continuellement son stock en fonction du goût de sa clientèle (goût, par ailleurs, largement dicté par un certain nombre de lois sociales), les professionnels doivent aussi renouveler leurs techniques en fonction du progrès des connaissances et de l'évolution des besoins sociaux. Du commerçant, on acceptera facilement qu'il obéisse aux lois du marché, même si son discours se présente sous l'angle du désir d'offrir à sa clientèle un produit de meilleure qualité. Dans le cas du professionnel, l'idéologie du service et de la compétence technique empêche souvent de scruter certains motifs moins nobles. Le schéma est pourtant le même, même si le produit diffère. Et mon commerçant peut bien lui aussi m'offrir un produit de qualité !

Ainsi le mouvement homosexuel par son travail de modernisation a ouvert un nouveau marché dont on se rend fort bien compte aujourd'hui qu'il est rentable. Dans le secteur des biens autant que dans celui des services, l'homosexuel des classes moyennes et supérieures est de plus en plus sollicité sur la base même de son orientation sexuelle. La professionnalisation des alternatives issues du foisonnement originel de l'organisation s'inscrit aussi dans ce processus. Grâce au travail que le mouvement exerce sur la société, une nouvelle image de l'homosexualité a surgi qu'il s'agisse du secteur public ou du secteur privé des services psycho-sociaux. Entre les deux, le décalage ne tient probablement qu'à la fortune du client : pour les couches aisées en mal de mieux-être, le cabinet privé, pour ceux des classes moins favorisées dont la révolte s'exprime à travers diverses formes de délinquance, le secteur public. Les homosexuels apprennent maintenant à se différencier un peu plus...

## *Une gestion technocratique de l'homosexualité*

Pour jeter toute la lumière sur la signification et la portée sociales exactes de la reconnaissance du droit des homosexuels à recevoir des services spécialisés et non-discriminatoires, il faut plus globalement se référer à l'ensemble des transformations qui ont cours actuellement dans nos sociétés. Celles-ci ont, en effet, atteint un nouveau seuil de développement. Peut-être cet énoncé semblera-t-il bizarre alors que s'impose à nos yeux l'omniprésence d'une crise économique qui marque la fin de la croissance et la plongée dans la récession. Ce n'est pas de cette crise, à laquelle on impute trop souvent à tort l'entière responsabilité des transformations sociales actuelles, dont il est ici question. Il s'agit plutôt de l'émergence dans nos sociétés d'une capacité accrue d'intervention dans tous les recoins de nos vies.

La frontière entre vie privée et vie publique s'estompe. Parées de l'auréole scientifique, les interventions sur la « quotidienneté » se multiplient ; celle-ci devient matière à gestion spécialisée, parce que son bon fonctionnement contribue à la productivité et à l'accumulation. Et c'est pourquoi dans cette Amérique « moderne et progressiste » à laquelle se rattache le Québec, le nouveau dispositif psy n'opère plus seulement auprès de ceux qui « dévient », mais également auprès de tous ceux qui éprouvent simplement un mal à vivre et que l'on convie à consommer dynamiques de groupe, sessions de cri primal ou thérapies diverses pour retrouver les sentiers de l'épanouissement et de la joie de vivre. Pour chaque problème qui se pose aux différentes étapes de nos vies, une réponse technique existe maintenant. De plus en plus dépossédés de la gestion de l'univers social, nous progressons dans une culture de culpabilisation qui nous incite à recourir aux services spécialisés d'une personne compétente pour trouver la solution scientifique à nos difficultés de vivre. Cercle vicieux qui accroît la dépossession en renforçant l'idéologie technocratique.

Dans le contexte du développement actuel de nos sociétés, tout devient gérable. Parce que le domaine ouvert à la domination s'étend de plus en plus, des interdits et des formes de répression disparaissent créant ainsi l'illusion de la libération. Ainsi en est-il de l'homosexualité : les classes dirigeantes ont réussi à détourner les progrès de la connaissance pour développer des techniques de gestion et de manipulation appropriées à cette

population et elles n'ont plus à se préoccuper de l'orientation sexuelle des individus. Si l'homosexualité a pu jadis inquiéter les classes dirigeantes, c'est parce que sa gestion faisait problème. Dans la société industrielle que nous quittons, les moyens de gérer les formes de déviance n'existaient pas et c'est pourquoi les classes dirigeantes devaient user de répression et de contrôle à l'égard de tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, échappaient à l'uniformité des comportements jugés nécessaires au bon fonctionnement social. Mais il n'en va plus de même aujourd'hui : grâce au « progrès », des alternatives ont vu le jour et des techniques nouvelles se sont développées qui rendent maintenant la gestion possible. Les craintes se dissipent et avec elles disparaissent tabous et interdits. L'homosexualité se normalise et entre dans le champ de la domination technocratique.

En définitive, comme il a déjà été mentionné dans la première partie de cet article, l'ouverture au C.S.S.M.M. d'un programme de services destinés aux homosexuels révèle l'entrée progressive de ceux-ci dans le champ des services sociaux. On voit maintenant comment cette intégration a pu succéder aux rapports d'exclusion. L'homosexualité normalisée et banalisée, parce que de plus en plus gérable et rentable sur le marché des biens et des services, entre dans le champ du conflit qui oppose les appareils technocratiques conditionnant et organisant la société en fonction de leurs intérêts productivistes au mouvement social qui réclame de façon encore confuse la réappropriation de la gestion sociale. Les homosexuels devront maintenant se fonder dans la masse de ceux qui luttent contre la domination des appareils. Ils sortent des coulisses de la scène publique pour devenir des acteurs sociaux...

Gilbert Renaud

### Notes :

<sup>1</sup> Françoise Castel, Robert Castel et Anne Lovell, *La Société psychiatrique avancée, le modèle américain*, Grasset, Paris, 1979.

<sup>2</sup> La publicité récente d'un grand manufacturier français de vêtements pour homme interpellait ainsi la clientèle : « laissez les vêtements tristes aux hommes pas gais ». Et ailleurs, j'ai fait connaissance avec le gai-manger !